

tive», sont devenus réalité » (*Libération*, 19 mars 2004). Sabatier aurait pu préciser qu'il n'avait pas à l'époque de mots assez durs contre « ceux qui jugeaient... ». Pour qualifier la situation en Irak et en Afghanistan, l'image du *bourbier* revient fréquemment dans les médias. L'envie me vient de dire comme les enfants : « C'est c'lui qui l'dit qu'y est. »

UN RENVERSEMENT DE LA DÉNÉGATION FREUDIENNE ?

Dans le langage psychanalytique, la dénégation est l'expression, sur le mode du refus, d'un désir refoulé. J'ignore si les psychanalystes ont un mot pour désigner ce qui en serait comme une sorte de variante inversée. La LQR fait grand usage de ce tour : prétendre avoir ce qu'on n'a pas, se féliciter le plus pour ce qu'on sait posséder le moins.

Ainsi, lorsque la précarité est venue s'ajouter au contrôle disciplinaire pour effacer ce qui restait d'humain dans les entreprises, lorsque la consommation des drogues psychotropes par les salariés a commencé à exploser, les anciens directeurs du personnel se sont vus transformés en directeurs des *ressources humaines*, les DRH. (La parenté est curieuse entre les théories néolibérales du « capital humain » et la brochure de Staline longtemps diffusée par les Éditions Sociales, *L'Homme, capital le plus précieux*.)

De même, quand tout concourt à l'isolement, il n'est question que de *dialogue*, d'*échange*, de *communication* et le mot *ensemble* – j'y reviendrai – prolifère sur les murs. Dans l'opacité régnante – « politique », financière, policière –, on entend dire depuis longtemps que seule la

transparence permet le jeu démocratique. Le juriste Jean-Jacques Dupeyroux ironisait déjà sur la notion il y a plus de dix ans, à l'occasion d'une loi sur le patrimoine et les revenus des parlementaires (« Bon appétit, messieurs », *Le Monde* du 28 octobre 1992 : « Et c'est finalement un texte bidon qui n'impose plus aucune transparence de quoi que ce soit qui a été adopté en première lecture à l'Assemblée, à la sauvette et – fait extraordinaire – à main levée »). Désormais, on voit la « transparence » confiée aux renseignements généraux : « Dès mon arrivée au ministère [de l'Intérieur], j'ai demandé à avoir une photographie la plus précise possible de la situation de l'islam en France. Car sans ce travail de transparence, c'est la peur qui l'emporte » (Dominique de Villepin, entretien accordé au *Parisien*, 7 décembre 2004).

Il entre souvent une part de comique involontaire dans ces efforts de promotion à tout prix. À une époque où l'on compte un nombre inhabituel d'escrocs et de menteurs au plus haut niveau des grandes sociétés, des partis et de l'État, où l'on ne sait plus si le mot *affaires* a trait aux activités économiques ou aux scandales financiers, les oligarques et leur personnel de haut rang sont présentés dans les médias comme *nos élites*¹. Dans l'éditorial de *Libération* paru le lendemain du référendum constitutionnel, Serge July écrit que les partisans du non ont rejeté « la construction européenne, l'élargissement, les *élites*, la régularisation du libéralisme, le réformisme, l'internationalisme, même la générosité ». Le même jour (30 mai 2005), on pouvait lire dans *Le Parisien* :

1 – Il est révélateur que le terme d'oligarques soit rarement employé pour désigner les homologues français de ceux qui règnent sur la Russie post-soviétique par l'intrication des affaires et de la « politique ».

« Le résultat – que Michèle Alliot-Marie tient pour « une défaite de la France » – est donc, pour les élites, un désaveu cruel. » Le 1^{er} juin, Alain-Gérard Slama affirmait sur France Culture que « La victoire du non consacre le discrédit dans lequel nos élites sont tombées ». Le 2 juin, *Le Nouvel Observateur* titrait en couverture : « Le pouvoir rejeté, les élites désavouées, l'Europe sanctionnée » et, dans le même numéro, Jacques Julliard notait dans sa chronique : « Dans tous les cas, c'est le contrat national qui est gravement atteint... La faute en incombe d'abord aux élites. » Remplaçant presque naïvement, sans guillemets ni ironie aucune, le syntagme *caste dominante*, le terme d'*élites* aligne le vocabulaire « politique » sur celui des commentaires sportifs où il est depuis longtemps question – à juste titre d'ailleurs – de l'élite du cyclisme italien ou du football brésilien.

S'agissant de la xénophobie et du racisme ambiants, on voit jouer à plein l'autojustification préventive. Pour s'écarter sans risque des positions lepénistes, on exalte le *métissage* (« entré au Panthéon » avec Alexandre Dumas, selon la mémorable manchette du *Monde*) et surtout le *multi ou pluriculturalisme*. Ainsi a-t-on appris qu'à l'Assemblée nationale, le 9 juin 2005, « l'UMP a choisi de consacrer sa deuxième Convention pour un projet populaire à la question de l'immigration et de l'intégration. Réalité des flux migratoires, *pluriculturalisme*, quartiers sensibles, identité de la France, enjeux de la construction européenne : ces sujets sont perçus avec passion par les Français ». La manœuvre est adroite : comment ne pas suivre le premier mouvement d'empathie, comment ne pas se laisser séduire par l'idée de pluralité culturelle ? D'autant plus que sévit en contrepoint le discours sur *l'universalité* de la République et que l'anathème est lancé sur le *communautarisme* et

*l'identitaire*¹. Mais le multiculturalisme est une nébuleuse où il est facile de s'égarer. Fabien Ollier a décrit le lancement de la notion au cours des années 1970-1980 par l'extrême droite la plus intelligente et la plus dure, celle d'Alain de Benoist et des membres du GRECE (Groupement de recherche et d'études de la civilisation européenne). Leur champ sémantique, « focalisé autour de l'antiégalitarisme (identités particulières, droit à la différence, personnalités ethnoculturelles), de l'anti-judéo-christianisme (l'histoire n'a pas de sens, l'universalisme est totalitaire) et du paganisme (la culture indo-européenne conforme aux lois du vivant) », a fini par contaminer le discours général. « À l'interface de deux idéologies secrétées par le capitalisme, l'idéologie libérale et l'idéologie fasciste, le multiculturalisme *c'est dire le partage mais faire l'apartheid*. Son versant contre-hégémonique n'est qu'un leurre². »

On assiste depuis quelque temps à la relève du multiculturalisme par un mot moins savant, celui de *diversité*, qui occupe désormais, au chapitre de la dénégaration, une place centrale. Déjà Claude Allègre, ineffable ministre de l'Éducation nationale, préconisait (*Le Monde*, 17 octobre 1998) « la prise en compte de tous les talents, ce qui implique l'égalité dans la diversité » – c'est-à-dire quelque chose qui ressemble singulièrement à l'inégalité. Le même journal a publié le 2 mai 2003 un article de Nicolas Sarkozy,

1 – Alain-Gérard Slama, dans *Le Figaro Magazine* du 28 août 2004 : « Elle [la République] est ébranlée par le vaste courant intellectuel qui remet en cause son universalisme individualiste et laïque et qui rend ses principes responsables de la montée de l'intolérance. Cette idéologie, qui encourage les revendications d'appartenance ethnique et religieuse, compromet son unité, affaiblit sa justice, abaisse ses défenses. Le véritable ennemi de la République est le fléau identitaire. »

2 – Fabien Ollier, *L'idéologie multiculturaliste en France, entre fascisme et libéralisme*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 40 et 14.

ministre de l'Intérieur, intitulé « Vers une nouvelle citoyenneté française », où l'on apprendait que « La République respecte chacun dans sa différence, le traite également et lui reconnaît les mêmes droits », ce qui ne manque pas de piquant dans un pays où la capitale compte à elle seule plus de 20 000 sans-abri. Dans un message lu par le ministre de l'Intérieur devant la deuxième université d'été du mouvement « Ni putes ni soumises » (8 octobre 2004), le président de la République exaltait la diversité avec le lyrisme particulier de ceux qui écrivent ses discours : « Votre combat, c'est aussi et bien sûr le combat pour l'égalité qui passe par la lutte contre toutes les formes de discriminations et par le refus des communautarismes. La France est une terre d'accueil et d'ouverture. Elle est riche d'une diversité qui est au cœur de son identité. Diversité des cultures, des croyances, des origines. Diversité des femmes et des hommes qui, à chaque génération, sont venus rejoindre la communauté nationale et pour qui la France a d'abord été un idéal avant de devenir une patrie. » Lors de son circuit asiatique, le président a choisi pour thème de son discours devant les étudiants de Hanoï « Éloge de la diversité ».

L'entreprise elle aussi « s'ouvre à la diversité : dans l'agence d'intérim Adecco ou chez Total, on nomme des *directeurs de la diversité*. L'Institut Montaigne, club de réflexion patronal, et Yazid Sabeg, président de l'entreprise de télécoms CS (Communication et Systèmes) et héraut de la discrimination positive¹, vont rendre

1 – L'Institut Montaigne a été fondé par Claude Bébéar, ancien P-DG d'Axa. Dans sa dernière étude (*Le Monde*, 16 octobre 2004), il préconise « une connaissance ethno-raciale des salariés qui servirait à la fois à mettre en lumière des discriminations existantes et à montrer les progrès vers une plus grande diversification des recrutements ». CS est une société spécialisée dans des systèmes de surveillance sophistiqués d'application essentiellement militaire.

publique une *Charte de la diversité*, signée par plusieurs dizaines de grands groupes (Axa, Pinault Printemps Redoute, France Télévisions, Casino...) qui s'engagent à refléter la diversité de la société française » (*Libération*, 5 octobre 2004).

Le mot a la même ambiguïté que « multiculturalisme » : on prône la diversité, ce qui ne dérange évidemment personne, et dans le même mouvement on justifie que « l'accueil et l'ouverture », évoqués par Chirac devant Fadela Amara et ses amies de « Ni putes ni soumises », soient mis en œuvre *diversement selon cette diversité* – la « lutte contre toutes les formes de discrimination » étant le paravent rhétorique habituel. Prôner le multiculturalisme dans une société rongée par l'apartheid rampant, se féliciter de la diversité alors que l'uniformisation et l'inégalité progressent partout, telle est la ruse de la LQR.

Mais malgré son affinité affichée pour le divers et le multiple, la langue des médias et des politiciens a une prédilection pour les mots qui sont au contraire les plus globalisants, immenses chapiteaux dressés dans le champ sémantique et sous lesquels on n'y voit rien. Je pense à *totalitarisme*, à *fondamentalisme*, à *mondialisation*, notions molaires comme disait Deleuze, propres à en imposer aux *masses* – par opposition aux outils moléculaires faits pour l'analyse et la compréhension. C'est un artifice très ancien que l'emploi de ces grands mots creux. L'Étranger de Platon expliquait déjà que « c'est la même [faute] que si, entreprenant de diviser en deux le genre humain, on faisait la division à la façon dont la font la plupart des gens d'ici : en détachant les Grecs comme unité mise à part de tout le reste, tandis qu'à l'ensemble de toutes les autres races, alors qu'elles sont en nombre indéterminé et qu'elles ne se mêlent pas les

unes aux autres ni ne parlent la même langue, ils appliquent la dénomination unique de «Barbare», s'attendant que, à leur appliquer une seule et même dénomination, ils en aient fait un seul genre¹ ».

L'ESSORAGE SÉMANTIQUE

Forgé par des publicitaires et des experts en communication, l'outil LQR fonctionne sur la répétition. Un mot clair et utile, repris sans fin dans les éditoriaux financiers, les « 20 heures » des grandes chaînes, les discours politiques et les affiches dans le métro, devient une bouillie d'où le sens s'évapore peu à peu. Tel a été le sort, ces dernières années, d'*espace* (« espace santé », « espace détente », « espace Albert Camus »), d'*écologie*, d'*utopie* qui a repris du service dans la lutte contre toute mise en cause de l'ordre existant : « Sous la forme d'une humanité post-humaine et d'une nature entièrement artificialisée, l'utopie nous envahit et nous menace de son accomplissement même » – jugement extrait des entretiens d'Alain Finkielkraut avec Peter Sloterdijk, sorte de version actualisée des aventures intellectuelles de Bouvard et Pécuchet². La *République*, pour laquelle certains se sont fait couper la tête au temps de la vieille Restauration, en est venue, sous la restauration actuelle, à désigner un système régi par les experts, où la distribution des savoirs se superpose le plus exactement possible à la distribution des positions³. Très logiquement, c'est sur le seuil de l'École

1 – Platon, *Le Politique*, 262d, Paris, GF, p. 87.

2 – *Les Battements du monde*, Paris, Pauvert, 2003, p. 208.

3 – Voir sur ce point Jacques Ranclière, *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005, p. 76.

que campent aujourd'hui les républicains. Ainsi François Fillon, ex-ministre de l'Éducation nationale, s'en prenait-il à celles qui « souhaitent en découdre avec la République » – entendez les jeunes filles qui se présenteraient voilées à la rentrée scolaire – avec des accents à la Saint-Just : « Il faut que cette partie-là sache que la République sera intraitable, qu'elle sera d'une fermeté absolue » (France Inter, 8 juillet 2004). Dans un registre voisin, la République était appelée à la rescousse pour défendre l'enseignement traditionnel : la commission Thélot sur l'avenir de l'école a vu s'opposer les « pédagogues » aux « républicains » parmi lesquels Alain Finkielkraut qui a préféré démissionner plutôt que de céder à la passion égalitaire : « Du fait que tous les hommes sont égaux, on a tiré des conséquences désastreuses. Au nom du droit à la libre expression, on a donné la parole aux élèves sans leur donner la maîtrise de la langue. Sous prétexte d'égalité, on a accueilli les élèves les plus faibles dans les classes les plus avancées et révisé les exigences à la baisse » (*Le Monde*, 10-11 octobre 2004).

La perte de sens du mot « République » se manifeste sur le mode lyrique sous la plume du président de l'Assemblée nationale : « Héritière de tous ceux qui ont exprimé l'insuffisance des libertés formelles de l'individu face aux forces du marché, la République, après avoir jeté les bases de la démocratie représentative, a su concilier l'économie libérale et son éthique, fondée sur la récompense du mérite ou la responsabilité individuelle, avec le service public et les exigences de l'intérêt général » (Jean-Louis Debré, *Le Monde*, 6 juillet 2004). On songe au sabre de monsieur Prudhomme, qui servait à défendre les institutions et au besoin à les combattre.

Accompagnant l'essorage de « la République », le vocabulaire de la Révolution prolifère aujourd'hui de manière

paradoxe. *Citoyen(ne)* était un nom que se donnaient avec fierté les acteurs de la rupture avec l'Ancien Régime – « Ici, on se donne du tu et on s'honore du nom de citoyen », pouvait-on lire dans un estaminet du quartier des Gravilliers en 1793. Par un curieux retournement, le nom est devenu un adjectif qui sert à qualifier les attitudes publiques et les comportements commerciaux les plus conformes à l'esprit du temps : *initiative citoyenne, entreprise citoyenne, Jeux olympiques citoyens*. De même, avec *jacobin* on fustige aujourd'hui un centralisme tatillon exercé par une bureaucratie parisienne autoritaire et inefficace – en ignorant qu'au club des Jacobins (dont le véritable nom était « Club de l'égalité et de la fraternité ») on défendait l'unité et l'indivisibilité de la République à un moment historique précis, quand les « fédéralistes » travaillaient à la contre-révolution dans les provinces, à Lyon, à Marseille, en Vendée. (On pourrait comparer ce glissement à celui qui a donné à *cartésien* le sens de rationaliste borné, faisant du philosophe du doute systématique une sorte de monsieur Homais à jabot de dentelle.) Quant aux *droits de l'homme*, de paradigme de la Révolution (« le rocher des droits de l'homme », disait Chaumette, le président de la Commune insurrectionnelle du 10 août 1792), ils sont devenus un produit d'exportation ou de parachutage vers les pays *en développement*, en compagnie de sang contaminé, de médicaments périmés, de mines antipersonnel et de directives du Fonds monétaire international.

Ces dérives sémantiques vont de pair avec la dévalorisation de l'idée de révolution en général et de la Révolution française en particulier. Depuis la mascarade du bicentenaire, c'est le révisionnisme qui domine dans les médias et l'enseignement universitaire. L'un des plus en vue parmi les historiens de la Révolution parle à son propos

d'« utopie meurtrière », d'« idéocratie » et livre crûment son opinion personnelle : « Le scénario est d'ailleurs connu, il n'a cessé de se répéter depuis deux siècles. De ce point de vue, tous les régimes révolutionnaires se ressemblent. Il suffit de piocher au hasard¹. »

Parmi les mots essorés, il en est deux dont l'émission du sens me paraît exemplaire : ce sont *social* et *modernité*. Que le premier ne veuille plus rien dire aujourd'hui, j'en veux pour preuve la manchette du *Figaro* du 20 septembre 2004 : annonçant le remplacement de Jiang Zemin par Hu Jintao à la tête de l'armée en Chine, le journal de Dassault titrait « Social : quand la Chine se réveille ». Il fallait un mot avant les deux points et l'allusion au livre d'Alain Peyrefitte, gloire du *Figaro* d'autrefois. *Social* faisait l'affaire à peu de frais et sans aucun sens.

Social(e) est un mot ancien qui a longtemps signifié de façon neutre : qui appartient à, ou relève de la société². C'est ainsi que dans *Le Contrat social* Rousseau parle de lien social, de pacte social ; qu'en avril 1791, dans le mémorable discours « sur le marc d'argent » (contre le suffrage censitaire), Robespierre demande : « Est-ce donc pour que vous laissiez tomber nonchalamment, dans cette constitution, des vices essentiels qui détruisent les premières bases de l'ordre social, que vingt-six millions

1 – Patrice Guéniffey, *La Politique de la Terreur, essai sur la violence révolutionnaire, 1789-1794*, Paris, Fayard, 2000, p. 339.

2 – L'usage le plus ancien, directement dérivé du latin *socialis*, désigne ce qui est en relation avec les alliés. Il n'en reste plus que le nom de Guerre sociale (*Sociale bellum*) pour désigner la guerre de la république romaine contre ses alliés du Latium qui réclamaient le droit de cité.

d'hommes ont mis entre vos mains le redoutable dépôt de leurs destinées? »; que dans *Le Libérateur* du 2 février 1834 Auguste Blanqui écrit : « Qu'il advienne ce qu'il voudra de cette plate bouffonnerie qu'on appelle si pompeusement nos institutions, nous n'en avons guère souci, nous, qui sommes profondément indifférents à la forme, et qui allons droit au fond de la société. Si en effet, nous nous disons républicains, c'est que nous espérons de la république une *refonte sociale* que la France réclame impérieusement et qui est dans sa destinée¹. »

Ce sens de « social » n'a pas tout à fait disparu et l'on en trouve dans la LQR des formes abâtardies : la *fracture sociale* de la campagne chiraquienne de 1995, le plan de *cohésion sociale* de Jean-Louis Borloo, ministre « issu de la société civile » (*Le Monde*, 15 septembre 2004), puisque « sa première vie est celle d'un avocat d'affaires, expert du droit des faillites et de la reprise d'entreprises en difficulté », ce qui n'était peut-être pas une mauvaise préparation à ses fonctions actuelles. Son plan comporte, entre autres merveilles, le « contrat d'avenir », qui fait suite comme le remarque *Libération* (14 décembre 2004) au TUC (travail d'utilité collective), au CES (contrat emploi-solidarité) et au CEC (contrat d'emploi consolidé), ingénieuses trouvailles toutes destinées au *traitement social du chômage*.

Le malaise sur « le social » s'exprime parfois fort doctement : Pierre Rosanvallon, qui fut à l'origine de la fondation Saint-Simon et qui représente au Collège de France la tendance intellectuelle du néolibéralisme, distingue dans

1 – Robespierre, *Pour le bonheur et pour la liberté, discours*, Paris, La Fabrique, 2000, p. 78, et Louis Auguste Blanqui, *Œuvres I*, Dominique Le Nuz (éd.), Presses universitaires de Nancy, 1993, p. 261 (souligné par moi).

un article intitulé « L'Europe sociale ou sociétale? » trois grandes catégories : « le social-redistributif, le social-régulateur et le social-protecteur » – ce dernier est jugé essentiel, car « si l'ancien droit du travail mettait l'accent sur la défense du syndicat considéré comme l'expression d'une classe homogène, le nouveau droit du travail s'attache plus directement à protéger les individus, chacun étant l'expression d'une particularité » (*Le Monde*, 8 décembre 2004) : la protection sociale, palissade pour clore le terrain vague où l'on met à la casse la notion de collectif.

Au fil du temps, d'autres branches se sont greffées sur ce tronc principal du « social ». L'une d'elles remonte à la seconde moitié du XIX^e siècle : la *république sociale* – la *Sociale* tout court chez Vallès, Lissagaray, Montéhus – c'était le peuple au pouvoir. Avec la démission internationale des socialistes à l'été 1914 et l'abandon de l'idée de révolution par les dirigeants du mouvement ouvrier français autour de 1930, ce sens-là a fait place à l'acception aujourd'hui dominante, où *social* se rapporte à ce qui est réalisé pour faire accepter leur sort aux catégories les plus « modestes », les plus « défavorisées », non plus du peuple mais de la *population*. « Si le terrorisme ne réussit pas à casser la formidable dynamique de l'économie mondiale en cours et si la lutte contre la pauvreté réussit à donner aux plus pauvres quelques moyens d'espérer... » : ainsi débute la chronique de Jacques Attali dans *L'Express* du 20 septembre 2004. Ne nous laissons pas prendre à l'apparence d'ironie : l'ancien directeur de la Banque européenne de développement est sérieux, si l'on peut dire¹. L'époque s'y

1 – On se souvient qu'il fut fermement écarté de ce poste pour avoir abusé du marbre, de la moquette et des frais somptuaires.

prête, où resurgit – chez George W. Bush, Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy entre autres – le mot de *compassion* que l'on aurait pu croire enterré avec les romans de George Sand. C'est précisément « pour donner aux plus pauvres quelques moyens d'espérer » qu'il y a des travailleurs sociaux, des logements sociaux, des prestations sociales, du dialogue social entre partenaires sociaux – et que la « gauche » réclame une « Europe sociale », sans jamais dire d'ailleurs de quoi elle serait faite.

Il y a aussi malheureusement des cas sociaux, pour lesquels même les travailleurs sociaux ne peuvent pas grand-chose. Et pour faire bonne mesure, les plans sociaux, qui sont une autre façon de dire « licenciements collectifs », et les chantiers sociaux, qui sont en général des chantiers de démolition (« l'un des vastes chantiers sociaux de l'automne, le toilettage du droit du travail » – *Le Journal du dimanche*, 19 septembre 2004 – entendez *l'assouplissement* des procédures de licenciement¹, avec entre autres une nouvelle définition du licenciement économique incluant la « sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise », c'est-à-dire tout ce qu'on voudra).

Parallèlement à ce social compassionnel, la LQR abonde en exemples où le mot est employé sans véritable sens, sinon tautologique. « La jungle sociale est synonyme de recul » (Jean-Pierre Raffarin, entretien dans *Le Figaro Magazine*, 4 septembre 2004) ; « La crise qui a secoué le monde de la recherche est porteuse d'une grande espérance. Elle recèle en germe la promesse d'un pacte renouvelé entre chercheurs et citoyens. D'un nouveau "contrat

1 – *Le Figaro Entreprises*, 13 décembre 2004 : « L'assouplissement des procédures de licenciement inscrites dans la loi Borloo facilitera les restructurations. » Évidemment.

social » (*Le Monde*, 1^{er} juillet 2004) ; « Être réformiste dans le cadre d'un capitalisme mondialisé consiste à rechercher un compromis social dans un sens qui cesse de défavoriser le travail au profit du capital » (Zaki Laïdi, politologue, *Libération*, 1^{er} octobre 2004).

Comme beaucoup de Parisiens, j'ai reçu une lettre signée du député de l'arrondissement, adjoint au maire de Paris chargé entre autres de la prévention et de la sécurité : « Ainsi que s'y était engagé le maire de Paris dès 2001, plusieurs dispositifs de *médiation sociale* ont été mis en place dans la capitale. En ce qui concerne plus particulièrement votre quartier, la Ville de Paris et la mairie du XIX^e arrondissement travaillent depuis de nombreux mois à la création d'un service de correspondants de nuit. » Ces correspondants, dont il est bien précisé qu'ils ne sont pas des policiers, ont pour mission d'assurer « une présence nocturne, une *veille technique et sociale* sur le quartier ». Nous voilà rassurés.

Dans le cas de *modernité*, le brouillage du sens se fait par un procédé différent : la novlangue joue sur l'imprécision du mot pour l'utiliser dans deux directions diamétralement opposées. Tantôt la modernité est présentée comme un idéal qui suppose, pour être accessible, que soient intériorisées les précieuses *valeurs occidentales*. Ce qui exclut d'emblée, hélas, les pays « arabo-musulmans ». Les bonnes âmes s'interrogent : ces malheureuses contrées pourront-elles un jour accéder à la modernité ou bien leur religion est-elle ontologiquement incompatible avec elle ? Pour Renan déjà, l'incapacité à séparer le temporel du spirituel faisait de l'islam une régression. Avec la « lutte antiterroriste », régression rime avec agression. Dans un pseudo-QCM

publié dans *Libération* (23 juillet 2004), on demandait : qui a dit « La deuxième évangélisation n'est plus la modernisation de l'islam mais l'islamisation de la modernité » ? Réponses proposées : Tariq Ramadan, Dalil Boubakeur et Gilles Kepel – je soupçonne que la troisième est la bonne, mais poser une telle question est déjà révélateur. *Que s'est-il passé ?* demande lui aussi Bernard Lewis, islamologue anglais très célèbre en France, conseiller de Paul Wolfowitz, dans l'un de ses derniers livres sous-titré *L'islam, l'Occident et la modernité*, ce qui en dit assez dès la couverture¹.

Tantôt au contraire la modernité est présentée comme une sorte de malédiction, le moteur des grands désastres qui vont des massacres de Septembre dans les prisons parisiennes en 1792 à la Kolyma et à Auschwitz. Elle est à l'origine des difficultés de la cité actuelle : les jeunes tentés par le *nouvel antisémitisme* présentent tous « des traits communs : la perte de repères traditionnels, la frustration sociale liée à un contact brutal et sans cohérence avec la modernité, la destruction des liens familiaux² ». C'est que la modernité est fille des Lumières, dont elle a tiré la passion de l'égalité et le culte immodéré de la raison qui sont à l'origine de nos malheurs, selon une relation modernité-catastrophe

1 – Paris, Gallimard, Le débat, 2002. La thèse du livre est que les malheurs actuels des pays musulmans sont liés à leur « faiblesse interne », laquelle est inséparable d'une religion qui les tient à l'écart de la modernité et de la démocratie.

2 – Jean-Christophe Rufin, « Écrivain, médecin et responsable de nombreuses associations d'aide humanitaire » dans *Le Figaro* du 19 octobre 2004 (souligné par moi), Humanitaire musclé, qui préconise dans un rapport officiel « une répression vigoureuse, notamment à l'école où les affaires doivent être judiciairisées » et un texte de loi réprimant spécifiquement les accusations d'apartheid et de racisme portées contre Israël.

fondée sur une lecture biaisée de Theodor Adorno et de Walter Benjamin¹.

Ceux qui instruisent le procès de la modernité comme désastre lui reprochent entre autres de s'attaquer à « notre » système d'enseignement. Dans *Le Point* (30 septembre 2004), Marc Fumaroli signe un article intitulé « Une éducation à revoir » : « La prudence voulait que l'on ne sacrifiât pas le meilleur de l'ancien système, qui avait fait ses preuves, mais qu'on l'étendît en l'adaptant et en le diversifiant. Au lieu d'une évolution, on a eu une révolution permanente qui a touché les points forts de l'ancien système, le primaire et le secondaire, tout en compliquant son point faible, les universités. Certains doctrinaires de cette révolution ont affirmé, au nom d'une histoire de l'éducation sans réplique, que du passé élitiste de l'école il fallait faire table rase [...]. L'école, que diable ! doit s'ouvrir au "monde", alléger ses horaires d'étude, substituer à trop d'exercices la créativité des loisirs, et enseigner chemin faisant la citoyenneté. Brochant sur le tout, l'informatique et l'Internet pour tous, instruments pourtant aussi favorables aux anciens apprentissages qu'aux nouveaux bouillons de culture, ont paru

1 – De Benjamin, on cite souvent « le "moderne" comme temps de l'enfer », que l'on transforme en « la modernité c'est l'enfer » alors que la suite du paragraphe révèle une intention toute différente : « Le visage du monde ne se modifie jamais dans ce qu'il y a de plus nouveau, cette extrême nouveauté demeure en tous points identique à elle-même. C'est cela qui fait l'éternité de l'enfer » – ce qui est une critique non pas de la modernité mais de la notion de rupture historique. On la retrouve un peu plus loin : « Avoir conscience de façon désespérément lucide de se trouver dans une crise décisive est un phénomène chronique dans l'histoire de l'humanité. Chaque époque se sent inéluctablement vouée à être un âge nouveau. Mais le "moderne" est aussi varié que les différents aspects d'un même kaléidoscope » (Walter Benjamin, *Le Livre des passages*, trad. fr. Jean Lacoste, Paris, Éditions du Cerf, 1989, pp. 560 et 562).

apposer le sceau de la modernité sur la nouvelle et pimpante époque, amnésique de l'ancienne. » Étrange réquisitoire, où sont cités pêle-mêle comme témoins Léon Trotski, Eugène Pottier et Bernard Pivot.

Autre élément à charge dans le dossier antimodernité, ses liens avec les avant-gardes européennes et les mouvements d'émancipation qui secouèrent autrefois l'Allemagne et la jeune Russie des Soviets. Jean Clair, directeur du musée Picasso, rejette « cette esthétique du faux et du clinquant, du brillant et du plaqué, qui sera l'esthétique du moderne¹ ». Pour lui, « dans leur aspiration à un monde meilleur dont [les avant-gardes] croient précipiter la venue, elles s'appuient simultanément sur la tradition matérialiste de la Révolution issue du siècle des Lumières, que le communisme est supposé porter à son terme, et sur les croyances qui prêchent le salut de l'être humain à travers le culte des morts et l'invocation des esprits² ». Et dans l'atelier d'André Breton, rue Fontaine, « dans ce mélange sans connaissance mais souvent aussi sans grâce, de la plume d'Indien, du masque nègre, du dessin d'aliéné, de l'œuvre d'art, de l'objet trouvé, du "ready made" plus ou moins "assisté", ce qui se montre, c'est la déroute d'un savoir qui avait, en Occident, pendant quatre siècles, lentement ordonné et l'art et ses productions³ ».

Défaite de la pensée, déroute du savoir, la modernité constitue en outre un obstacle au retour du sacré et de la transcendance : « Peut-il même exister une "grandeur

moderne", une beauté moderne? La grandeur n'est-elle pas liée de manière indissociable à la représentation d'un univers transcendant, extérieur aux individus et pour cette raison même imposant? [...] L'avenir de l'art contemporain ne réside plus, cela au moins est certain, dans la répétition vide et morne du geste de la rupture avec la tradition en tant que telle, mais peut-être dans la recherche d'une expression des nouveaux visages du sacré à visage humain, de cette transcendance dans l'immanence qui seule désormais convient à un monde démocratique¹. »

Dans la novlangue la plus distinguée, la boucle est bouclée. Comme l'écrit Lyotard, il y a « dans les invitations multiformes à suspendre l'expérimentation artistique, un même rappel à l'ordre, un désir d'unité, d'identité, de sécurité, de popularité² ». L'art c'est l'art occidental, représentatif et transcendantal. Pas question de descendre dans la rue avec les nègres et les aliénés.

Si la LQR dispose ainsi d'une modernité réversible, idéal ou épouvantail selon le propos et le public, la *modernisation*, elle, est toujours présentée comme un *processus* indispensable pour éviter le déclin, l'entropie menaçante : « Nous avons attendu avec espoir, puis avec impatience et maintenant nous exprimons fortement notre exigence de modernisation dans le cadre de l'entreprise française » (Ernest-Antoine Scillière, *Entreprendre*, n° 189). Jean-Pierre Le Goff a étudié le vocabulaire

1 – « Le puits et le pendule », *Le Débat*, n° 44, pp. 120 et 125, cité par Henri Meschonnic in *Modernité modernité*, Paris, Gallimard, Folio essais, 2000, p. 201.

2 – *Du surréalisme considéré dans ses rapports avec le totalitarisme et aux tables tournantes*, Paris, Mille et une nuits, 2003, pp. 51-52.

3 – *Ibid.*, p. 72.

1 – Luc Ferry, *Le Sens du beau, aux origines de la culture contemporaine*, Paris, Le Livre de poche, Biblio essais, 2002, pp. 303 et 309.

2 – *Le Postmoderne expliqué aux enfants*, Paris, Galilée, 1988 ; *Le Livre de poche, Biblio essais*, p. 13.

modernisateur de l'entreprise¹. La direction d'EDF-GDF met à la disposition de ses centres des outils « d'assistance à l'élaboration de bilans de compétences et de comportement », sous forme de deux logiciels. L'un, qui porte le nom d'« Orient Expert », s'adresse à ceux qui « plafonnent dans leur emploi, qui aspirent à un changement et qui souhaitent bâtir avec l'aide des Conseillers en Orientation Professionnelle d'Unité et leur hiérarchie un projet professionnel ». L'autre, baptisé PerformanSe, se présente comme « un système expert produisant la description de la personnalité d'un individu à partir de son auto-évaluation ou de l'observation de tiers [...]. Une arborescence complexe du logiciel ainsi qu'un travail fouillé, coproduit par le CNRS et un groupe de psychologues du comportement, conduit à sélectionner les éléments de personnalité parmi les 3 800 pages de traits de caractère mémorisés dans l'outil ».

Ce discours est à prendre au sérieux. Dans la stratégie du maintien de l'ordre, son but est double : faire croire que la modernisation est un processus mené dans l'intérêt de tous et qu'il n'y a ni raison ni moyen de s'y opposer ; et masquer le fait inquiétant que, parmi l'« élite dirigeante », personne ne sait où l'on va.

1 - *La Barbarie douce, la modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La Découverte, 1999. Les citations qui suivent sont extraites de ce livre.

3

L'esprit du temps

SOCIÉTÉ CIVILE

De la langue nazie, Jean-Pierre Faye écrit : « Le plus étonnant, c'est que *ses inconséquences mêmes la servent* : car celles-ci jouent également dans le champ qui les a produites, elles tendent, dirait-on, à le recharger¹. » La LQR ne craint pas, elle non plus, l'inconséquence. C'est ainsi que, d'une part, on exalte la démocratie parlementaire et le mode de gouvernement qui lui est propre, et d'autre part et simultanément on célèbre les vertus de la *société civile* sans se soucier de la contradiction que recèle cette double promotion. « Société civile » est une expression ancienne que l'on trouve en France chez Bossuet, chez Montesquieu, chez Rousseau, avec pour « civile » le sens neutre de *civitatis*, « de la Cité » (avec un C : dans une note du *Contrat social*, Rousseau précise : « Le vrai sens de ce mot s'est presque entièrement effacé chez les modernes ; la plupart prennent une ville pour une Cité et un bourgeois pour un Citoyen² »). Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, en Angleterre et en France, la « société civile » se confond avec la « société » tout court. Michel Foucault, dans sa leçon du 4 avril 1979, identifie la pre-

1 – *Le Langage meurtrier*, Paris, Hermann, 1996, p. 81. Les italiques sont de l'auteur.

2 – *Le Contrat social*, I, VI, Paris, Garnier-Flammarion, p. 57.

mière apparition de l'opposition société civile/gouvernement chez Thomas Paine : « La société est un patron [au sens anglais : un protecteur], le gouvernement est un punisseur. En toutes circonstances, la société est une bénédiction. Le gouvernement n'est au mieux qu'un mal nécessaire, au pire il est intolérable¹. » Plus tard, Karl Marx réglera son compte à la dualité État-société civile : « L'État politique se comporte envers la société civile [*bürgerliche Gesellschaft*] d'une manière aussi spiritualiste que le ciel envers la terre. Il se trouve envers elle dans la même opposition, il en vient à bout de la même manière que la religion surmonte la limitation du monde profane, c'est-à-dire qu'il est de nouveau contraint de la reconnaître, de la rétablir et de se laisser lui-même dominer par elle. Dans sa réalité la plus immédiate, dans la société civile, l'homme est un être profane. Et c'est justement là où, à ses propres yeux et aux yeux des autres, il passe pour un individu réel, qu'il est une figure sans vérité. En revanche, dans l'État, où il est considéré comme un être générique, l'homme est le membre imaginaire d'une société illusoire, dépouillé de sa vie réelle d'individu et emplí d'une universalité irréalité². »

La LQR rétablit un divorce qui sert les intérêts dominants. Elle désigne par « société civile » *tout ce qui n'appartient pas au monde politique*, à l'univers étatique, et même s'oppose (positivement) à eux : associations, ONG, syndicats, individus jouant un rôle public du fait de leur type d'action ou de leur métier. « Le premier élé-

1 - Thomas Paine, *Common Sense Adressed to the Inhabitants of America*, Philadelphie, W. and T. Bradford, 1776. Cité par Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, op. cit., p. 314.

2 - *Sur la question juive*, Philosophie, Paris, Gallimard, Folio, pp. 58-59.

ment qui me semble parcourir toute cette thématique générale de la phobie d'État, disait Foucault, c'est donc cette puissance intrinsèque de l'État par rapport à son objet-cible que serait la société civile¹. »

Faire la promotion de la société civile, toujours présentée comme honnête, efficace, désintéressée, c'est admettre du même coup la décrépitude d'une « politique » fondée sur les jeux parlementaires et l'activité des partis, c'est reconnaître que les « représentants du peuple » ne représentent plus rien de connaissable. Ce qui expose parfois à d'étranges contorsions : « M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État à l'action humanitaire, a annoncé dimanche 12 mai [1991] son intention de créer un mouvement qui s'appellera "Société civile". "L'invention politique ne se fait pas dans les partis. Elle se fait dans la société civile et dans les associations. [Ce mouvement] apportera à la politique ce retour à la noblesse dont elle a besoin" » (*Le Monde*, 14 mai 1991). On peut se demander s'il est bien raisonnable d'occuper une place ministérielle dans un système gouvernemental où l'on ne cultive ni l'invention politique ni la noblesse. Mais derrière ces intentions se dessinent par transparence les arguments en faveur du « moins d'État » libéral et se reconnaît « le paradoxe qui fait valoir sous le nom de démocratie la pratique consensuelle d'effacement des formes de l'agir démocratique². »

Protagoniste d'une forme extrême de cet effacement, Vladimir Poutine fit usage de la notion de société civile pour rassurer l'opinion après son coup d'État de l'été 2004 : « Contrepartie de ce renforcement de la "verticale du pouvoir" [admirable euphémisme], *une plus grande participation de la société civile* a été évoquée par le prési-

1 - Leçon du 7 mars 1979, in *Naissance de la biopolitique*, op. cit.

2 - Jacques Rancière, *La Mésentente*, Paris, Galilée, 1995, p. 142.

dent russe. Des «forums de l'opinion publique» pourront être créés, qui seront consultés par le pouvoir, notamment sur des projets de loi en cours d'élaboration » (*Le Monde*, 15 septembre 2004. Souligné par moi).

Croire aux capacités d'opposition de la société civile face au pouvoir, y trouver selon les termes de Foucault « cette réalité qui s'impose, qui lutte et qui se dresse, qui s'insurge et qui échappe au gouvernement, ou à l'État, ou à l'institution¹ », c'est méconnaître qu'il s'agit en réalité d'un relais dans la technologie moderne du pouvoir. Le gouvernement lui-même, par médias interposés ou directement, cherche à promouvoir l'idée d'une société civile qui lui ferait contrepoids. Personne ne s'étonne ni ne dénonce une confusion des genres en apprenant qu'une semaine avant l'arrivée de Sarkozy à la tête de l'UMP, le ministre de la Justice, Dominique Perben, a annoncé qu'il allait réactiver le club Dialogue et Initiative, fondé par Raffarin, Michel Barnier, Jacques Barrot et lui-même en 1999. Objectif : « Dialoguer avec la société civile » et recruter 20 000 membres d'ici à 2007 » (*Libération*, 20 novembre 2004). Le même journal indique sans commentaires qu'« à l'initiative de l'institut Fernand-Braudel, un *think tank* de São Paulo, la mairie, la police et la société civile se réunissent chaque mois pour définir les moyens de lutte contre la violence » (29 septembre 2004).

(Dans les pays « en développement » soumis à des régimes dictatoriaux, l'opposition se désigne souvent elle-même comme « société civile », expression qui recouvre alors une tout autre réalité. Edward Saïd écrit par exemple : « J'ai l'expérience du monde arabe, où la société civile a disparu au cours des vingt ou vingt-cinq dernières

1 – Naissance de la biopolitique, op. cit., p. 300.

années. Dans des pays comme l'Irak ou la Syrie, il n'y a pas de société civile ; tout, y compris l'université, a été politisé, est devenu partie de la société politique¹. » Dans ce passage, « société politique » vaut pour « régime de dictature ».)

Dans l'idéalisation de la société civile, les organisations non gouvernementales (ONG) jouent les premiers rôles. Leur popularité remonte à la fin des années 1960 avec les débuts de Greenpeace et de Médecins sans frontières. Mais à notre époque où le « non-gouvernemental » et l'« humanitaire » tiennent une telle place que l'on a même inventé une nouvelle catégorie du droit international, le *droit humanitaire*², les ONG sont souvent détournées de leur but. Selon Arundhati Roy, « En Inde, par exemple, le boom des ONG subventionnées a commencé à la fin des années 1980 et dans les années 1990. Il a coïncidé avec l'ouverture des marchés indiens au néolibéralisme. À l'époque, l'État, se conformant aux exigences de l'ajustement structurel, restreignait les subsides destinés au développement rural, à l'agriculture, à l'énergie, aux transports et à la santé publique. L'État abandonnant son rôle traditionnel, les ONG ont commencé à travailler dans ces domaines. La différence, bien sûr, est que les fonds mis à leur disposition ne formaient qu'une minuscule fraction des coupes opérées dans les finances publiques. La plupart des ONG sont financées et patronnées par les agences d'aide au développement qui sont à leur tour financées par les gouvernements occidentaux, la Banque mondiale, les Nations unies et quelques entre-

1 – Powers, *Politics and Culture*, Londres, Bloomsbury, 2004, p. 191 (ma traduction).

2 – Voir le dossier du *Monde* « Guerre contre le terrorisme et droit humanitaire », 30 juin 2004.

prises multinationales [...]. Sur le long terme, elles sont responsables envers leurs donateurs, pas envers les gens parmi lesquels elles travaillent. Plus la dévastation causée par le néolibéralisme est importante, plus elles prolifèrent. Rien n'illustre cela de manière plus poignante que les États-Unis s'appêtant à envahir un pays et préparant simultanément les ONG à s'y rendre pour nettoyer les dégâts¹ ».

En France, les médias utilisent les ONG et l'humanitaire pour combler un vide qui n'est pas – en tout cas pas seulement – financier : il s'agit de fournir à la démocratie libérale le « supplément d'âme » dont elle a, paraît-il, besoin. Certes, le doute s'est insinué chez certains devant les bombardements humanitaires de l'ex-Yougoslavie et la récupération par le social-libéralisme d'associations comme SOS Racisme ou Ni putes ni soumises. Il n'empêche : la LQR continue à promouvoir la société civile et à prôner la rédemption par l'humanitaire.

VALEURS UNIVERSELLES

Une autre inconséquence spécifique de la langue de la V^e République est la façon dont elle exalte les *valeurs universelles* dont la France est supposée porteuse. Les valeurs, l'universalisme français reviennent sans cesse dans les propos officiels récents. Dans un entretien avec les lecteurs du *Parisien* (13 septembre 2004), Dominique de Villepin évoque « nos valeurs partagées », « la fidélité à nos valeurs et à la démocratie ». Le soir du référendum constitutionnel, prenant la parole sur les chaînes publiques en tant

1 – Conférence donnée à San Francisco le 16 août 2004 (*Le Monde diplomatique*, septembre 2004).

que ministre de l'Intérieur, il conclut : « Il est essentiel de mesurer les attentes et les aspirations du peuple français et de nous rassembler autour des valeurs de la République. » D'après l'article 1-2 du projet de traité constitutionnel rejeté ce jour-là, « L'Union [européenne] est fondée sur les valeurs de respect et de dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit ainsi que du respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités, dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes ».

Les éléments de ce vertueux catalogue sont recyclés à l'infini. Ainsi, quand Jean-Pierre Raffarin, alors Premier ministre, annonce la fondation de la « Cité nationale de l'histoire de l'immigration » dans le bâtiment construit à la porte Dorée par Albert Laprade pour l'Exposition coloniale de 1931, il fait l'éloge de la France « fidèle à son histoire et à ses valeurs de tolérance et d'universalisme », estimant qu'un Français aujourd'hui, « c'est un citoyen qui a en partage ces valeurs [la liberté, l'égalité, la fraternité], qui croit en l'universel, et qui pense et raisonne dans notre langue, notre langue qui est le vecteur même de notre civilisation » (8 juillet 2004). Jacques Chirac, dans l'allocution devant les militantes de Ni putes ni soumises dont j'ai déjà parlé, prononce *cinq fois* « valeurs de la République » en moins de trois pages et, sur la lancée, il vantera à Hongkong les « valeurs démocratiques » du régime qui sévit sur ce territoire (*Le Monde*, 14 octobre 2004).

Théoriciens et journalistes du maintien de l'ordre puisent eux aussi dans la boîte des valeurs républicaines et universelles. *Le Figaro* du 17 novembre 2004 indique par exemple que « dans le "socle" proposé par le rapport

Thélot sur l'avenir du système scolaire, seront dispensées une culture humaniste et scientifique ainsi que les valeurs de la République». (*Socle* est un mot qui se répand aujourd'hui dans la LQR comme une amanite en automne. « Quel est le socle commun sur lequel croyants et non-croyants peuvent s'entendre? » demande Mgr Jean-Pierre Ricard, président de la Conférence des évêques de France, dans un entretien publié dans *Le Monde* du 17 juin 2005.)

À l'Assemblée nationale, le 10 décembre 2004, Christine Boutin dénonce la menace *queer* contre l'universel : « La France en vient peu à peu à renier les principes qui ont fait sa grandeur. C'est la traduction insidieuse de l'idéologie du *gender*, influente à l'ONU et au Parlement européen, qui remet en question la différence sexuelle comme fait objectif et universel sur lequel repose l'organisation sociale! [...] Basculer dans la reconnaissance de désirs subjectifs et individuels, c'est attenter aux bases mêmes de notre système normatif. » Plus prosaïque, Nicolas Sarkozy s'en tient aux valeurs euroméditerranéennes. En visite en Israël, il prononce un discours à la conférence d'Herzliya (16 décembre 2004) : « Nous partageons la même mer : la Méditerranée. Vos valeurs sont celles des Européens. Vous êtes plus proches de nous culturellement que de certains de vos voisins » (lesquels?).

La mort de Derrida – qui était tout sauf un porteur de valeurs – a permis aux officiels de broder élégamment sur le thème. Le président de la République l'a traité de « penseur de l'universel », ce qui ne manque pas de piquant, s'agissant du père de la déconstruction ; le Premier ministre a évoqué « sa pudeur et sa volonté de comprendre l'autre » (*L'autre*, souvent orthographié *L'Autre*, est un personnage fréquemment rencontré quand il est question de valeurs) ; le ministre de la Culture et de la Com-

munication a indiqué qu'il « a su allier la grande tradition philosophique à des sources plus mystérieuses, plus silencieuses, notamment en puisant dans la pensée juive, son legs familial ».

Après Sartre, après Foucault, après Deleuze, on pouvait espérer en avoir fini avec l'exploitation des *valeurs universelles*. Qu'elle soit devenue quotidienne et éhontée représente un cas du symptôme déjà décrit qui consiste à se féliciter pour ce qu'on possède le moins, pour ce qu'on est le moins. La France *pays des droits de l'homme*, la France *terre d'accueil*, ces expressions récurrentes n'ont été justifiées qu'à des moments historiques très courts : quelques mois pendant la Révolution, quelques semaines pendant la Commune de Paris – dont le ministre du Travail était Leo Frankel, un ouvrier allemand, et qui avait confié à deux immigrés polonais la conduite de ses combattants¹. Le reste du temps – c'est-à-dire, en somme, presque tout le temps –, les étrangers ont été au mieux harcelés et au pire persécutés, le régime de Vichy et le pouvoir actuel étant allés jusqu'à punir sévèrement l'hébergement de ceux qui étaient/sont en situation « irrégulière ». Villepin, auteur d'un livre que la critique aux ordres a qualifié d'humaniste², souhaite parvenir à « 20 000 *éloignements* [admirez l'euphémisme] d'étrangers en situation irrégulière en 2005 » et insiste pour que

1 – Il s'agissait de Dombrowski, qui sera tué sur une barricade rue Myrrha, et de Wroblewski, qui conduisit la contre-attaque de la Butte-aux-Cailles et parvint à s'échapper. « Thiers, la bourgeoisie, le Second Empire avaient continuellement trompé la Pologne par de bruyantes professions de sympathie, tandis qu'en réalité ils la livraient à la Russie dont ils faisaient la sale besogne. La Commune a fait aux fils héroïques de la Pologne l'honneur de les placer à la tête des défenseurs de Paris » (Karl Marx, *Adresse au Conseil général de l'Association internationale des travailleurs*, Londres, 30 mai 1871).

2 – *Le Requin et la Mouette*, Paris, Plon, 2004.

les préfets s'assurent de « la validité des certificats d'hébergement » (*Le Monde*, 10 décembre 2004). Ma famille et moi-même devons notre survie à des fonctionnaires de la mairie de Marseille qui ont pris le risque, en 1943, de ne pas obéir à pareilles injonctions.

Pendant les soixante-dix ans de la III^e République – entre la répression de la Commune sous l'œil des Prussiens et la reddition au Maréchal en juin 1940 à Bordeaux –, il était plutôt question de la *mission civilisatrice* de la France. Je me souviens d'avoir reçu autrefois, à une distribution des prix, des livres d'une collection qui s'appelait « 110 millions de Français ». L'expression est aujourd'hui comique, mais les manuels scolaires continuent à maintenir l'équilibre entre crimes et « bienfaits » de la colonisation française, toujours présentée comme plus humaine que les autres, celle de Léopold au Congo, du Kaiser chez les Herreros, des Anglais en Inde. Dans le discours de Raffarin au futur musée de l'immigration, la seule allusion au fait que « l'épopée coloniale » n'a pas toujours été une idylle tient en une phrase d'une absolue symétrie : « La colonisation et la décolonisation font partie de notre histoire, avec les ombres et les lumières, les réalisations et les drames atroces, le bonheur et les guerres. » Gageons que si ce musée voit le jour, on n'y verra pas de salles consacrées aux massacres ordonnés par les généraux dont le nom a été donné à des rues et des avenues dans toute la France, de Bugeaud à Faidherbe, de Lyautey à de Lattre. S'agissant de l'immigration, on n'évoquera sans doute ni le drame des Indochinois importés de force pour servir de main-d'œuvre dans les usines d'armement pendant la Première Guerre mondiale ; ni la petite île de Poulo-Condor au sud de la Cochinchine, qui servit de lieu d'enfermement et de torture aux militants nationalistes ; ni le sort des « tirailleurs sénégalais » (terme

générique pour tous les Africains enrôlés dans les Forces françaises libres) ; ni les Algériens jetés dans la Seine le 17 octobre 1961. *Le devoir de mémoire*, formule due à Mitterrand, me semble-t-il, et répandue depuis dans la LQR, correspond à une forme de négationnisme : n'oublions pas les malheurs que nous avons subis, mais maintenons autant qu'il est possible le silence sur nos propres forfaits.

LES NOBLES SENTIMENTS

« À certains moments, il faut savoir charmer ; à d'autres, en imposer. » Cet aphorisme d'Édouard de Rothschild – « patricien soucieux du débat public », successeur de Jean-Luc Lagardère à la présidence de France Galop et actionnaire de référence de *Libération*¹ – illustre le procédé typiquement LQR consistant à présenter les « élites dirigeantes » comme une sorte de bon papa collectif, sévère mais bienveillant, fermement décidé à faire régner la justice pour le bonheur des populations.

Côté père Fouettard, le vocabulaire est abondant et varié. On est *déterminé* : « La France continuera à opposer une détermination sans faille à toutes les formes de terro-

1 – *Le Journal du dimanche*, 5 décembre 2004. La prise de participation d'un Rothschild dans le journal fondé par Jean-Paul Sartre marque le stade final d'une évolution dont Guy Hocquenghem décrivait déjà le début en 1986 (*Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, rééd. avec une préface de Serge Halimi, Marseille, Agone, 2003). Dans son éditorial du 3 décembre 2004, Serge July écrivait que « son investissement [celui de Rothschild] dans *Libération* sera son premier pas de patricien soucieux du débat public et du rôle irremplaçable qu'y joue la presse quotidienne écrite et payante ». Sur ce sujet, voir Pierre Rimbart, *Libération de Sartre à Rothschild*, Paris, Raisons d'Agir Éditions, 2005.